

Paris, le 3 décembre 2009

Communiqué de presse

BUDGET POLICE GENDARMERIE

Les sénateurs socialistes contre la baisse des effectifs et la culture du chiffre

Au moment où le Sénat examine le budget de la mission « sécurité » qui regroupe les crédits de la Police et de la gendarmerie, et alors que les policiers entament une journée nationale d'action, Charles Gautier (Loire-Atlantique), Virginie Klès (Ille-et-Vilaine) et Jacques Berthou (Rhône-Alpes) dénoncent la baisse des effectifs de la Police nationale et ceux de la Gendarmerie nationale.

Ils estiment paradoxal la réduction des effectifs de la Police et de la Gendarmerie dans un contexte d'augmentation de la délinquance, notamment en zone rurale, en application de manière mécanique de la règle de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partants à la retraite.

Cette réduction globale des effectifs intervient alors que de nouvelles missions des forces de sécurité impliqueront la mobilisation de moyens en personnels supplémentaires. En outre, **il reviendra aux forces de sécurité intérieure, et en particulier à la gendarmerie, de se substituer aux missions de sécurité et de soutien qui étaient jusqu'à présent assumées par les armées dans les départements et collectivités d'outre-mer** et qui doivent se retirer de plusieurs de ces collectivités en application du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale.

Les forces de sécurité devront ainsi faire plus avec moins de moyens humains. On peut aisément comprendre que cette situation suscite l'inquiétude des syndicats de police comme des Gendarmes, et des citoyens. Les élus locaux sont également préoccupés au sujet de l'impact de ces mesures sur le nombre et les effectifs des brigades territoriales.

Cette politique contradictoire et irresponsable accentue la pression sur les personnels, nourrit un malaise grandissant au sein des services et entretient, voire accentue la dégradation des relations entre les citoyens et les policiers et gendarmes.

Non seulement le Président de la République ne fait plus de la sécurité des Français une priorité gouvernementale, mais il n'hésite pas à l'instrumentaliser chaque fois que ce thème peut lui servir d'adjuvant électoral.

Les sénateurs socialistes voteront contre le budget 2010 consacré à la Police et à la Gendarmerie.

